



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Lozère"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PHIANC PARTY

Données au 28/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 13 718 847 210 euros

Nombre d'aides : 6 706 778

Nombre d'entreprises : 1 932 888

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 313 215 661 euros

Nombre d'aides: 675 467

Nombre d'entreprises : 203 269

Niveau Départemental : Lozère

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 17 062 805 euros

Nombre d'aides : 8 409

Nombre d'entreprises : 2 755



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 15/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)

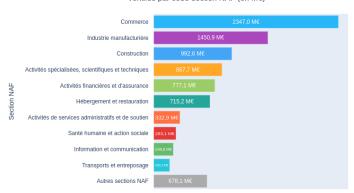


Montant total: 130 763 353 709 euros

Nombre de prêts : 642 694

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 8 896 727 891 euros

Nombre de prêts : 63 440

Niveau Départemental : Lozère

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 57 744 050 euros

Nombre de prêts : 666



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 21/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 326 532 114 euros

Nombre de reports : 110 219

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 191 611 413 euros

Nombre de reports : 7 267

Niveau Départemental : Lozère

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 942 176 euros

Nombre de reports : 45



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 99 699 360 euros

Nombre d'aides: 127 605

Niveau Départemental : Lozère

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1718 447 euros

Nombre d'aides: 1 992



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 19/01/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Occitanie

